

Le Bas-Saint-Laurent, une région au passé mieux connu

PAUL LAROCQUE, PROFESSEUR
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

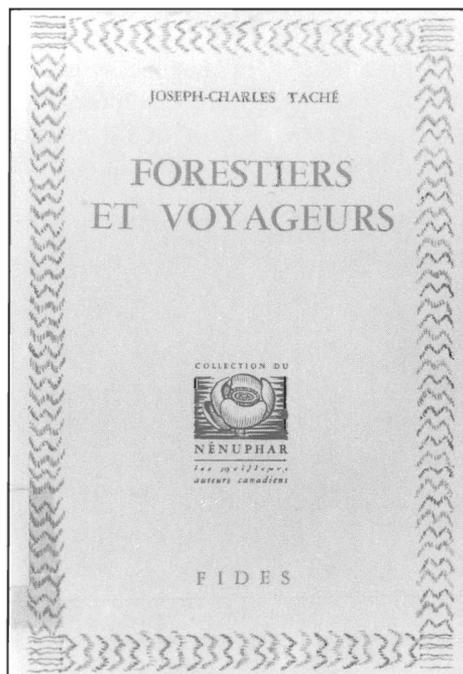
Depuis quelques années, nous disposons de plus solides repères pour interpréter l'histoire du Bas-Saint-Laurent. Une série de perceptions à moitié vérifiées ont cédé le pas à une vision plus nette découlant d'enquêtes minutieuses. Les années soixante-dix ont marqué, selon plusieurs, le début d'une transition majeure de l'évolution de nos connaissances. À peine quelques années auparavant, les spécialistes impliqués dans l'enquête conduite par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (1963-1966), recherche d'une envergure sans précédent, avaient été davantage galvanisés par l'idée de changement que par l'idée de continuité. Aujourd'hui encore, celui qui parcourt les volumineux rapports produits à cette occasion ne manquera pas de s'étonner devant le peu d'attention que leurs auteurs ont accordé à l'histoire. À leur décharge, ajoutons que l'histoire du Bas-Saint-Laurent, tout comme celle des autres régions québécoises, restait encore largement à écrire. Le corpus des connaissances disponibles demeurait très modeste et les rares chercheurs régionaux - tel l'abbé Alphonse Fortin, auteur en 1941 d'une série de conférences sur l'histoire des seigneuries du Bas-Saint-Laurent - oeuvraient dans un isolement quasi total. Il n'y a pas là de quoi étonner : à la fin des années cinquante, l'historiographie québécoise se confinait surtout à l'analyse de la vie politique et recrutait un nombre limité d'adeptes.

Précurseurs

Avant l'abbé Fortin, cependant, quelques esprits curieux avaient posé des jalons qu'il ne faut pas négliger. Au milieu du 19^e siècle, Joseph-Charles Taché, médecin à Rimouski et député du comté du même nom, a été à sa manière un observateur et un compilateur actif. Attentif à la transmission orale, il a su cueillir une série de contes et légendes témoignant de la perception qu'entretenaient ses contemporains de la vie de leurs ancêtres. Son oeuvre principale, **Forestiers et voyageurs** (1863), a été lue par plusieurs générations de Bas-Laurentiens. On constate aujourd'hui

diffusion. Le regretté Gilles Lamontagne a montré la place qu'il a prise dans les feuilletons littéraires des premiers journaux, notamment au cours des années vingt et des années trente de notre siècle : **Le Saint-Laurent, Le Progrès du Golfe**,¹ etc. Même si certains de ces récits ont depuis sombré dans l'oubli, plusieurs attirent encore de nos jours l'attention d'ethnologues sensibles au patrimoine immatériel et aux produits de l'imaginaire collectif. À travers eux, il est impossible d'oublier qu'une population largement analphabète a développé une culture orale et interrogé son passé, si épique qu'il puisse paraître aujourd'hui.

C'est à la fin du 19^e siècle que sont apparues les premières monographies paroissiales. Elles reposaient autant sur des souvenirs personnels que sur le dépouillement de documents et leurs auteurs visaient autant à édifier qu'à informer. Les Charles Guay (Rimouski) et Charles-Arthur Gauvreau (L'Isle-Verte et Trois-Pistoles) ont néanmoins popularisé dans notre région un genre littéraire qui connaît, aujourd'hui encore, la plus grande vogue. L'attrait qu'il continue d'exercer n'a rien d'étonnant : en France, on utilise le mot «pays» pour désigner l'espace habité le plus rapproché et le plus familier, celui à propos duquel les attaches sont les plus fortes. Ici comme ailleurs, l'intérêt manifesté pour ce qu'il est convenu d'appeler l'histoire régionale croît substantiellement dès qu'on se rapproche du «pays» ou si l'on préfère, de la localité à laquelle on aime s'identifier. Assez souvent toutefois, le miroir présenté aux populations locales a été déformant : les auteurs de



que Taché a eu une série d'émules, et que le légendaire régional a graduellement connu une large

monographies, souvent des curés exerçant un ministère paroissial, ont volontiers interprété l'histoire à la lumière des enseignements de l'Église. Dans la vallée de la Matapédia des années vingt, pour s'en tenir à ce seul exemple, les abbés Michaud, Bouillon et Beaupré ont projeté une vision providentielle destinée à rassurer un milieu en proie à des difficultés économiques génératrices d'exode. Depuis ce temps, les perspectives et les méthodes ont considérablement évolué. Lorsqu'il a écrit sur Matane en 1945, l'abbé Antoine Gagnon a accordé autant d'importance à l'évolution économique et aux institutions laïques qu'à la vie paroissiale et religieuse². Ce souci d'équilibre est encore plus manifeste de nos jours. Il va souvent de pair avec des recherches assez approfondies, même dans le champ de l'enquête orale, comme ce fut récemment le cas à Sayabec³.

Parallèlement à l'essor des monographies paroissiales, un autre genre littéraire s'est développé. Il a pris la forme d'une série de monographies peu sensibles à l'histoire mais souvent riches en informations sur la dynamique de peuplement des régions neuves du Québec. Plusieurs d'entre elles ont été au moins partiellement consacrées à l'évaluation du potentiel des zones de colonisation de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent : qu'on songe aux travaux de Stanislas Drapeau (1862), de Jean-Christophe Langelier (1884), d'Arthur Buies (1895), d'Eugène Rouillard (1899) ou d'Alfred Pelland (1914). Souvent appuyées sur des données géologiques, climatiques, démographiques et économiques, ces monographies ont posé les premiers jalons d'une géographie des régions. Mais elles procédaient aussi d'une intention commune pour le moins tendancieuse, comme l'a rappelé Gilles Sénécal : «...soutenir la colonisation et, par la même occasion, attirer les colons»⁴. Après 1914, les entreprises de colonisation ont cessé de faire l'unanimité dans la société québécoise et ce genre de recherche, qui se butait à plusieurs critiques, a disparu.

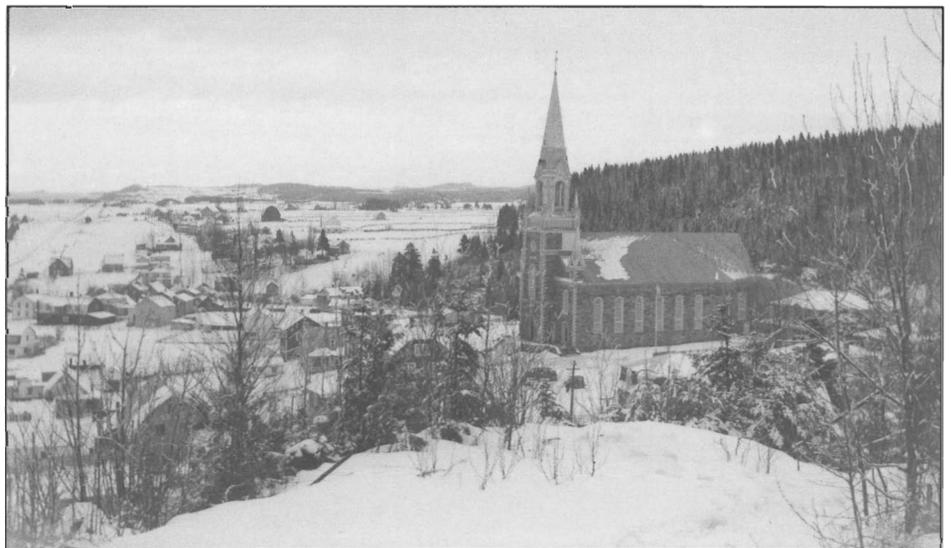
Il a fallu attendre les années trente pour que le géographe Raoul Blanchard propose une vision plus équilibrée des régions, vision susceptible de réconcilier l'histoire et la géographie à travers une imposante démarche qui lui aura fait parcourir, de 1930 à 1948, toutes les régions du Québec. Le petit ouvrage qu'il a consacré en 1935 au «rebord sud de l'estuaire», comme il aimait appeler la région, a présenté une première interprétation de l'histoire du Bas-Saint-Laurent. Cette analyse, conduite à l'emporte-pièce avec un sens inné de l'observation, comportait certaines failles plus apparentes aujourd'hui qu'hier. Inspirée par la stabilité des paysanneries européennes, elle sous-estimait notamment l'importance des facteurs de mobilité dans une société en voie de formation, à faible densité de population et encore peu enracinée. L'oeuvre pionnière de Blanchard a fait époque et même connu une longue postérité : des générations d'étudiants et d'étudiantes l'ont citée dans leurs travaux, faute d'alternatives⁵.

Après Blanchard la géographie n'a que rarement pris appui sur l'histoire, dans le Bas-Saint-Laurent comme ailleurs. On peut en dire autant de plusieurs secteurs en émergence dans le vaste champ des sciences humaines. En 1950, lorsqu'un jeune

sociologue du nom de Marcel Rioux a enquêté dans la paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs de L'Isle-Verte en vue de mieux saisir les facteurs de transition du milieu rural de cette époque, l'histoire n'a pratiquement pas servi de support à l'explication du présent : aucun document d'archives n'a été consulté; seule comptait l'observation directe, avec ses allusions rapides à un passé récent⁶. Un peu plus tard, comme nous l'avons déjà mentionné, d'ambitieuses études ont postulé la nécessité de faire table rase du passé. Suivant une perspective qui pourrait tenir dans le slogan «ici et maintenant», un régionyme neuf est entré dans le vocabulaire courant : l'Est du Québec. Cette situation allait se prolonger jusqu'au milieu des années quatre-vingt, jusqu'à ce que les Gaspésiens obtiennent, pour des motifs à la fois historiques et pratiques, un découpage administratif plus respectueux de leur identité.

Vers un enrichissement des connaissances

Retenons de tout ceci que la conscience historique régionale était peu alimentée et développée au tournant des années soixante-dix. Ce terrain encore en friches allait pourtant être l'objet d'un retournement majeur à un point tel qu'aujourd'hui, tenir ses



Le village du Bic (collection L. P. Rioux).

connaissances à jour représente un certain défi. Plusieurs exemples tirés d'écrits récents pourraient témoigner de la rapidité de cette évolution. En voici quelques-uns. Grâce aux patients travaux d'archéologues et d'anthropologues tels Pierre Dumais, Gilles Rousseau et Claude Chapdelaine, les frontières temporelles de l'occupation humaine du territoire ont considérablement reculé. Récemment encore, le plus ancien site amérindien connu et daté au Québec a été mis au jour à proximité de Rimouski, dans le cadre de fouilles de sauvetage⁷. Au terme d'une évolution aux contours encore imprécis, le monde amérindien allait éventuellement faire la rencontre d'hommes venus d'un lointain continent. En utilisant une approche imaginative combinant archéologie, ethnologie et histoire, Laurier Turgeon et son équipe ont montré que de tels contacts se sont produits en un lieu situé près d'ici, plus précisément sur l'île aux Basques en face de Trois-Pistoles⁸. Plus tard encore, la survie des populations autochtones allait être définitivement compromise par une irrésistible poussée de peuplement qui a entravé la poursuite d'activités traditionnelles comme la chasse et conduit à la création de réserves. C'est à l'historien Antonio Lechasseur que revient le mérite d'avoir tiré d'un oubli total la réserve malécite de Viger, ultime refuge d'une communauté qui allait bientôt s'éteindre⁹.

Nous connaissons mieux les caractéristiques les plus essentielles des premiers établissements créés sous le régime français à proximité du fleuve, malgré le caractère formel et souvent hermétique des rares sources disponibles. Alain Laberge a dû se révéler fin limier pour tracer avec une certaine précision le portrait de seigneuries du bout du monde, seigneuries dont personne ne voulait vraiment à l'exception d'une poignée d'authentiques habitants aux patronymes aujourd'hui familiers aux gens de L'Isle-Verte, de Trois-Pistoles et de Rimouski: les Côté, les Riou et les Lepage¹⁰. Avec le temps et surtout



Enlèvement de la neige rue Sainte-Cécile au Bic. On aperçoit à gauche la maison du photographe Rioux (collection L. P. Rioux).

après la conquête anglaise, ces «têtes de pont jetées sur le rivage» allaient graduellement s'élargir grâce au prolongement du chemin du Roi et aux tensions démographiques déjà apparentes dans plusieurs communautés littorales de la Côte-du-Sud. En misant cette fois sur une documentation plus diversifiée, Yvan Morin a récemment pu livrer au public un premier bilan de la dynamique de peuplement bas-laurentienne pour la période allant de 1790 à 1830. À travers les rapports de l'arpenteur-général Joseph Bouchette et les journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada, pour ne mentionner que ces sources, il nous fait découvrir une région un peu moins pionnière, dont l'isolement est en partie rompu, et à laquelle le gouvernement central assigne même une fonction stratégique à titre de lien routier et postal entre les régions maritimes de l'est et le centre du Canada¹¹.

Plus on progresse ensuite dans ce 19^e siècle, plus nos connaissances croissent à un rythme quasi géométrique¹². Toute cette période a

bien sûr été celle de la diffusion initiale de l'imprimé, celle où des recensements ont été tenus avec beaucoup plus de régularité, celle où des institutions plus nombreuses et mieux établies ont secrété des documents plus fournis, celle où les vestiges de la civilisation matérielle ont été à la fois plus durables et plus abondants. Une société a pris forme, modelée par une série d'institutions dont la portée n'échappera à personne. L'ancien cadre seigneurial a cédé le pas à de nouveaux découpages : paroisses, commissions scolaires, municipalités, districts judiciaires, comtés, etc. Mieux policé et administré, le Bas-Saint-Laurent a de plus en plus cessé d'être un territoire du bout du monde. Peut-être a-t-il même connu au milieu de ce siècle une sorte d'âge d'or au plan des communications. À une époque où les grandes voies routières étaient rares, plusieurs, dont les chemins Kempt et Taché, l'ont traversé. En un temps où les quais en eau profonde étaient parcimonieusement distribués, la région a eu plus que sa part, bien avant la Gaspésie. Alors que le chemin de fer suffisait à lui seul à reconfigurer le

paysage économique, le Grand Tronc a fait de Rivière-du-Loup une tête de ligne ferroviaire dès 1860 et l'Intercolonial, un réseau d'envergure nationale, a prolongé la ligne en direction d'Halifax à compter de 1875.

Cette intégration du Bas-Saint-Laurent à un espace économique continental en voie de transformation rapide a cependant parfois pris une tournure inquiétante : l'entrée tardive du Québec dans le nouvel âge industriel n'a eu ici que de bien faibles échos, à l'exception de la région située entre Rivière-du-Loup et L'Isle-Verte. L'exploitation forestière n'a jamais atteint au 19^e siècle une envergure comparable à celle de régions telles l'Outaouais et même la Mauricie. Il semble que le modèle agro-forestier dont on a souligné le rôle dans la structuration du peuplement de la région du Saguenay n'a pas été un facteur important au 19^e siècle dans notre région. Le Bas-Saint-Laurent a donc cessé plus tôt qu'on ne l'avait cru d'attirer des migrants à partir de régions situées plus à l'ouest. Plusieurs ont pris le chemin de l'exode, particulièrement au cours de la période 1870-1890, au point d'enrayer totalement les effets de l'accroissement naturel de la population. La poussée du peuplement vers l'intérieur des terres a eu peu de profondeur, particulièrement à l'est de Rivière-du-Loup. En somme, le milieu du siècle avait été chargé de promesses, mais les années subséquentes ont pu faire l'effet d'une douche froide, comme si l'intégration avait eu deux visages, l'un apparemment libérateur, l'autre plus aliénant. Difficile rencontre, donc, d'une population encore souvent pionnière avec une modernité accentuant la mobilité et les déracinements, pour reprendre le vocabulaire du géographe-historien Serge Courville¹³. Ceux qui sont partis ont fait la sourde oreille aux appels à l'enracinement lancés par l'élite.

À mesure que l'on remonte le cours du vingtième siècle, les connaissances s'affinent encore

davantage. La première moitié du siècle va correspondre à la consolidation du peuplement du littoral, ainsi qu'à l'essor spectaculaire de la population du pays de l'intérieur. Alors que le Québec s'urbanisait rapidement, le Bas-Saint-Laurent est plus que jamais devenu une terre de contrastes : comment qualifier autrement l'opposition, bien documentée dans une thèse soutenue par Jean-Charles Fortin,¹⁴ entre la zone des basses terres et celle caractérisée par les plateaux et les vallées? D'un côté, un espace où pointent les villes et se multiplient les services, où l'agriculture performe aussi bien qu'ailleurs au Québec. De l'autre, plusieurs sous-régions où la priorité va aux travaux forestiers, où l'agriculture se confine souvent à des activités de subsistance, où les nombreux villages ont pour principale fonction d'accueillir une population besognant dans les moulins débitant le bois. Aujourd'hui mieux que jamais, on connaît la suite. Sur les hautes terres, le sort d'une population récemment installée ne tenait qu'à un fil, lequel s'est rompu dans un contexte de prédation forestière excessive.

C'est en de telles circonstances qu'un sentiment régionaliste s'est, peut-être pour la première fois, juxtaposé aux appartenances locales. L'Église catholique diocésaine, qui traversait un âge d'or grâce à des effectifs accrus et déployés dans un plus grand nombre d'institutions, est intervenue de diverses manières pour défendre, au nom de valeurs traditionnelles, les milieux ruraux les plus menacés¹⁵. En même temps, comme l'a montré Guy Massicotte,¹⁶ divers courants ouverts à la modernité ont su agir et se faire entendre jusqu'à la création du Conseil d'orientation économique du Bas-Saint-Laurent au cours des années cinquante. Du début du siècle aux années cinquante, on peut ainsi constater que les débats relatifs au devenir de la région ont été nombreux, polarisés et bien alimentés. Le régionyme «Bas-Saint-Laurent», occasionnellement prononcé par quelques personnalités au 19^e siècle, est devenu beaucoup plus

utilisé, même si on ne s'entendait pas sur les limites du territoire ainsi désigné, de même qu'au sujet de l'identité culturelle de sa population.

Nous venons d'attirer rapidement l'attention sur quelques lignes de forces récemment dégagées par l'historiographie régionale. Il va sans dire que bien d'autres aspects auraient pu être mentionnés. Retenons surtout que plusieurs recherches substantielles sont à l'origine de ces interprétations. Leur nombre et leur diversité ont même récemment permis la production et la diffusion d'ouvrages de synthèse volumineux, signe évident de maturité. Pour en témoigner, il suffit de consulter la table des matières de la toute récente **Histoire du Bas-Saint-Laurent** produite dans le cadre de la collection de l'IQRC consacrée à l'histoire des régions québécoises, et dont la qualité est à notre humble avis tout à fait exceptionnelle. Pour qui se donne la peine de lire, une à une, les notes de fin de chapitre, une



constatation s'impose : la moisson s'offrant aux chercheurs était au départ beaucoup plus abondante, en raison de l'évidente diversité des études disponibles. On peut en dire autant, sinon davantage, de l'ouvrage intitulé **Le diocèse de Rimouski**,¹⁷ dont les principaux auteurs sont Nive Voisine et Noël Bélanger : les nombreuses

études mises à contribution par les rédacteurs y constituent un précieux capital de connaissances. Le patrimoine historique régional a lui aussi été l'objet de maintes recherches depuis 1959, année où le gouvernement du Québec a reconnu comme biens culturels l'église et le presbytère de Cacouna, créant un précédent dans notre région. Les nombreux experts de toutes disciplines qui ont multiplié les enquêtes serrées au cours des dernières années ont rendu possible la production de deux ouvrages destinés à un large public : **Les chemins de la mémoire**¹⁸ et **Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent**¹⁹.

L'histoire régionale : un enjeu culturel

Comment en est-on arrivé là? À quoi tient cette multiplication des monographies et analyses en tous genres depuis, disons, environ une quinzaine d'années? Le premier réflexe conduit naturellement à considérer le rôle joué par l'État dans le vaste champ de la culture. En finançant plusieurs recherches, en soutenant l'édition et surtout peut-être en contribuant à divers titres à l'implantation d'infrastructures telles que les musées, les centres d'interprétation et les centres d'archivage, l'État a certes favorisé l'essor de nos connaissances. Plus fondamentalement peut-être, il importe de rappeler le rôle de la réforme qui a, à compter des années soixante, remodelé de fond en comble notre système d'éducation et haussé le taux de scolarisation d'une population autrefois beaucoup moins encline à inscrire les loisirs culturels à son agenda.

La majorité des réalisations des dernières années n'auraient d'ailleurs pas vu le jour sans l'intervention active d'acteurs régionaux de toutes provenances. Sait-on que la Société d'histoire et de généalogie de Matane publie ses Cahiers depuis trente ans? Que le Projet d'histoire du Bas-Saint-

Laurent a bénéficié d'un financement populaire et de commandites qui se sont avérées décisives? Que le musée de la gare de Saint-Ulric, sur le parcours de la voie ferrée reliant depuis 1909 Mont-Joli et Matane, doit son existence à l'acharnement exceptionnel de sa fondatrice? Que la corporation du tricentenaire de Rimouski (1996) s'est récemment vue soumettre plusieurs dizaines de projets dont plusieurs à dominante historique? Qu'un peu partout, à l'échelle locale, des bénévoles tracent des itinéraires patrimoniaux? Que la vigilance de plusieurs comités patrimoniaux a contribué à une sensibilisation accrue parmi les élus de nos MRC et de nos municipalités?

Ces initiatives locales ou régionales, dont nous ne pouvons évoquer ici toutes les facettes, reflètent un courant plus large. Dans nos universités, l'histoire des régions du Québec est devenue un objet de recherche et d'enseignement. Un nombre croissant d'étudiants et d'étudiantes de second ou de troisième cycle déposent à chaque année des mémoires ou des thèses à propos de divers aspects de l'histoire régionale. Les pages de revues scientifiques auréolées de prestige ménagent une place de plus en plus large à une série d'analyses ayant trait à l'occupation de l'espace et à l'identité régionale. Jamais ne s'est-on interrogé avec autant d'insistance à propos de notions telles que les régions culturelles, les cultures régionales, etc. Dans de nombreux chantiers de recherche, on dégage de mieux en mieux, comme l'indiquait récemment Chad Gaffield à propos de l'Outaouais, une «*combinaison spécifique d'éléments non spécifiques*» susceptibles de tracer un portrait culturel assez fidèle de la population d'un espace donné²⁰.

S'il y a là de quoi entretenir un certain optimisme, il faut également se demander si ce bel élan n'est pas partiellement compromis par le retrait de plus en plus manifeste de l'État de plusieurs champs d'activités dont celui

de la culture. À une époque où les budgets sont très largement déficitaires et dans un contexte de mondialisation des échanges, l'État central intervient de moins en moins directement dans les régions, y compris dans les régions un peu plus éloignées du centre, tel le Bas-Saint-Laurent, jadis objet d'une forte sollicitude. Aujourd'hui, l'État continue à faciliter quelques initiatives, mais il délègue des responsabilités de plus en plus lourdes aux acteurs régionaux. Signes des temps? Il n'y a pas si longtemps, le régionalisme, un étendard surtout porté par des ruraux revendiquant un développement plus endogène, plus respectueux des réalités régionales, était suspect aux yeux des décideurs du centre du Québec. Aujourd'hui, on constate que l'expression «développement régional» imprègne tous les discours à un moment où la région est davantage laissée à elle-même, à l'heure de la «décentralisation» et d'une planification stratégique couverte du manteau de la «concertation»²¹.

Certes, l'histoire régionale a connu un regain spectaculaire de popularité tant auprès du grand public que de l'ensemble des intervenants qui la font progresser. Mais la situation actuelle autorise bien des questionnements. De quoi demain sera-t-il fait pour nos institutions vouées à la restauration, à la conservation et à l'interprétation des vestiges de notre passé? Dans le contexte d'une population vieillissante, arrivera-t-on à faire plus avec moins? L'enjeu est majeur : le passé nous enseigne que la conscience régionale a émergé tardivement et qu'elle est encore fragile; la conjoncture actuelle semble nous indiquer qu'un solide sentiment d'appartenance n'a jamais été aussi nécessaire. L'histoire est un outil qui peut, sans doute mieux que tout autre, contribuer au développement de cette prise de conscience. Pour soutenir l'élan qui a été donné, les passionnés de l'histoire devront toutefois collectivement faire à leur tour l'apprentissage de la concertation.

Ce texte représente une version abrégée de la conférence inaugurale prononcée dans le cadre du colloque annuel de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec (Rivière-du-Loup, 2 juin 1995).

Notes

1. Gilles Lamontagne, **Les feuillets littéraires parus dans les journaux du Bas-Saint-Laurent (1861-1950)**, rapport de recherche, UQAR, 1987.
2. Jean-Charles Fortin, **Histoire du Bas-Saint-Laurent**, Québec, IQRC, 573-74.
3. Comité du centenaire, **Je vous raconte Sayabec 1894-1994**, Rimouski, Imprimerie du Golfe Inc., 1994, 278 p. On pourra aussi consulter un compte rendu de Gabriel Auclair dans *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, no 46, (janvier 1995) : p. 36.
4. Gilles Sénécal, «*Les monographies des régions de colonisation au Québec (1850-1914) : genre et traditions géographiques. École nationale?*» dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 36, no 97, (avril 1992) : p. 53.
5. Raoul Blanchard, «*Le rebord sud de l'estuaire du Saint-Laurent*» dans *l'Est du Canada français, province de Québec*, tome 1, Montréal, Beauchemin, 1935.
6. Marcel Rioux, **Sur le sens de l'évolution socioculturelle de L'Isle-Verte**, Ottawa, ministère des Ressources et du Développement, 1953.
7. Claude Chapdelaine et Steve Bourget, «*Premier regard sur un site paléoindien récent à Rimouski*» dans *Recherches amérindiennes au Québec*, XXII, 1, (printemps 1992) : 17-32.
8. Laurier Turgeon, «*Sur la piste des Basques : la redécouverte de notre V^e siècle*» dans *Interface*, vol. 12, no 5, (septembre-octobre 1991) : pp. 12-18.
9. Antonio Lechasseur, «*Les malécites aux XIX^e et XX^e siècles : établissement en réserves et dispersion*» dans Jean-Charles Fortin et coll., **Histoire du Bas-Saint-Laurent**, pp. 224-250.
10. Alain Laberge, **Propriété et développement des seigneuries du Bas-Saint-Laurent 1656-1790**, mémoire de recherche, Université York, 1983.
11. Yvan Morin, «*Une nouvelle région de colonisation au Québec, 1790-1830*» dans Jean-Charles Fortin et coll., **op. cit.**, pp. 135-171.
12. Les passages qui suivent correspondent à une libre interprétation du contenu de la deuxième partie de **Histoire du Bas-Saint-Laurent**.
13. Serge Courville, «*Tradition et modernité : leurs significations spatiales*», dans **Recherches sociographiques**, XXXIV, 2, (1993) : 211-231.
14. Jean-Charles Fortin, **Histoire de l'agriculture dans le Bas-Saint-Laurent (1891-1951). L'entreprise agricole dans deux oekoumènes distincts : basses terres littorales et plateaux appalachiens**, Université du Québec à Rimouski, mémoire de maîtrise (développement régional), 1989.
15. Voir Noël Bélanger, **Mgr Georges Courchesne et les mouvements d'Action catholique**, Québec, Université Laval, thèse de doctorat (histoire), 1982.
16. Guy Massicotte, «*Rimouski et le Bas-Saint-Laurent : identité culturelle et développement régional*», dans **Les régions culturelles**, Québec, IQRC, 1983, pp.35-60 («*Questions de culture*», no 5).
17. Noël Bélanger et Nive Voisine, dir., **Le diocèse de Rimouski (1867-1992)**, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 1994.
18. Paul-Louis Martin et Jean Lavoie, dir., **Les chemins de la mémoire : monuments et sites historiques du Québec**, tome 1, Québec, Les Publications du Québec, 1990.
19. Paul Larocque et coll., **Parcours historiques dans la région touristique du Bas-Saint-Laurent**, Rimouski, GRIDEQ, 1994.
20. Chad Gaffield, «*La région : une combinaison spécifique d'éléments non spécifiques*» dans Fernand Harvey, dir., **La région culturelle : problématique interdisciplinaire**, Québec, CEFAN-IQRC, 1994, pp. 27-31.
21. Serge Côté, «*À l'heure de la mondialisation, les politiques régionales de l'État central sont-elles devenues caduques?*» dans **Égalité : revue acadienne de science politique**, no 34, (automne 1993) : 17-43.